

Dans ce numéro

Quatre policiers camerounais tués par l'explosion d'une mine au passage de leur véhicule...

(Page 2)

Vingt membres des Forces démocratiques syriennes seraient en passe d'être formés par le Mossad, selon Al-Khabour...

(Page 4)

En Israël, arrestation d'un homme d'affaires jordanien accusé d'espionnage au profit de l'Iran...

(Page 5)

L'Iran annonce avoir abattu un drone américain Global Hawk...

(Page 6)

Deux bâtiments de guerre indiens déployés dans le golfe Persique et le golfe d'Oman...

(Page 7)

Donald Trump aurait ordonné des cyberattaques contre des systèmes de défense iraniens, selon le Washington Post...

(Page 8)

FORMULATION D'ARTICLE

– Les textes sont des relevés d'écoute de la radio ; la formulation est donc celle du média cité. Les titres, par contre, sont de notre rédaction.

Vague d'enlèvements de défenseurs des droits élémentaires dans les camps de Tindouf...

La vague d'enlèvements se poursuit dans les camps de Tindouf. Depuis plusieurs jours, les milices du Polisario accentuent la répression contre la population en faisant disparaître des défenseurs des droits élémentaires. Dernier enlèvement, mercredi soir, celui du blogueur sahraoui Mahmoud Zeidane kidnappé dans un camp. Il est le porte-parole du Forum de la jeunesse sahraouie pour une solution. D'autres enlèvements ont été recensés ces derniers jours comme celui du blogueur Moulay Abba Bouzid, au début du mois devant le siège du HCR à Rabouni, ou encore celui de El-Fadel Brika, coordinateur de l'association Khalid Ahmed, kidnappé mardi dernier à Rabouni.

(Médi-1, le 21-06-2019)

Deux membres présumés du PKK interpellés en Belgique...

Des opérations policières menées dans différentes villes européennes, appuyées par Europol l'agence de police de l'Union Européenne (UE), ont permis d'interpeller deux membres de l'organisation terroriste PKK en Belgique. D'après un communiqué d'Europol, publié mercredi, des interventions policières ont été simultanément effectuées en Autriche, en Belgique, en France, en Allemagne et en Suisse contre l'organisation terroriste PKK. Dans ce cadre, deux membres du PKK ont été arrêtés en Belgique. Les deux suspects présentés à la justice ont été placés en détention. Ils sont accusés de recruter des personnes pour l'organisation terroriste et d'avoir pris part à des camps d'entraînement du PKK dans plusieurs pays. Le PKK est inscrit sur la liste des organisations terroristes de l'UE depuis 2002.

(La voix de la Turquie, le 20-06-2019)

Kim Jong-un n'aurait aucune intention de renoncer à son arsenal nucléaire, selon un document obtenu par La voix de l'Amérique...

Un document officiel nord-coréen obtenu par La voix de l'Amérique suggère que Kim Jong-un n'a aucune intention de renoncer à son arsenal nucléaire. Une position qui semble contredire les certitudes de l'administration Trump sur la volonté de P'yongyang de dénucléariser. Ce document, qui était destiné aux hauts responsables militaires nord-coréens avant le second sommet Trump - Kim Jong-un à Hanoï, établissait clairement les objectifs de ce dernier : un accord final pour être accepté comme un État nucléaire et aussi une plus grande consolidation de la puissance nucléaire que son régime a créée. Le sommet a été un échec. En réponse à des questions du service coréen de La voix de l'Amérique, le département d'État américain a réitéré l'attachement de M. Trump aux objectifs du premier sommet de Singapour : l'amélioration des relations bilatérales, la construction d'une paix durable et la dénucléarisation complète.

(La voix de l'Amérique, le 18-06-2019)

Six terroristes présumés neutralisés par les forces turques en Anatolie du Sud-Est...

Le ministère turc de l'Intérieur a annoncé que l'opération *Kurt Kapani* (Piège à loup) a été lancée, vendredi, avec l'appui de l'aviation par les équipes du commandement de la gendarmerie provinciale et les policiers des forces spéciales, dans la zone rurale du mont Herekol, à Pervari, dans le cadre des opérations de sécurité intérieure. Six terroristes ont été neutralisés au cours de l'opération qui se poursuit dans la région.

(La voix de la Turquie, le 21-06-2019)

Quatre policiers camerounais tués par l'explosion d'une mine au passage de leur véhicule...

Au Cameroun, le ministre de la Communication, René Emmanuel Sadi, a annoncé hier dans un communiqué que quatre policiers ont été tués et six autres blessés samedi dans l'explosion d'une mine au passage de leur voiture à Otu, localité située dans le sud-ouest, l'une des deux régions anglophones théâtre d'un conflit armé depuis fin 2017 et où les séparatistes anglophones militent pour la création d'un État indépendant. Selon l'ONU, la crise a déjà forcé 530 000 personnes à fuir leur domicile et, en vingt mois, le conflit a fait 1 850 morts selon le centre d'analyse International Crisis Group.

(La voix de l'Amérique, le 17-06-2019)

Plusieurs dizaines de morts après un triple attentat suicide dans le nord-est du Nigeria...

Une trentaine de personnes au moins sont mortes et plus de quarante ont été blessées dans le nord-est du Nigeria dans un triple attentat suicide portant la marque de Boko Haram et représentant l'attaque la plus meurtrière perpétrée par le groupe djihadiste depuis des mois dans cette région, ont rapporté lundi les secours. Selon un bilan qui pourrait encore évoluer, trente personnes au moins ont été tuées lorsque trois kamikazes ont fait exploser leurs charges à proximité d'un local où s'étaient massés des supporters de football, dimanche soir, à Konduga, à une quarantaine de kilomètres de Maïduguri, capitale de l'État du Borno. À ces trente morts s'ajoutent plus de quarante blessés, a indiqué à l'AFP Usman Kachalla, le chef des services de secours d'urgence du Borno, affirmant que le nombre de victimes aurait pu être moindre si les secours avaient eu un accès plus rapide à Konduga. « Le manque d'infrastructures médicales appropriées pour gérer ce genre d'urgence et le temps passé à obtenir l'autorisation de l'armée de se rendre sur les lieux depuis Maïduguri a contribué à ce lourd bilan » a expliqué M. Kachalla. Le triple attentat a eu lieu vers 21h00 (18h00 GMT). Selon Ali Hassan, un chef de milice de la ville, le propriétaire du centre où étaient massés des fans de football et l'un des trois kamikazes se sont violemment disputés, puis le kamikaze s'est fait exploser. Les deux autres ont alors eux aussi déclenché leurs charges en dehors du centre, près d'une échoppe de thé. « Neuf personnes sont mortes sur le coup » a précisé le milicien. Si l'attaque n'a pour l'heure fait l'objet d'aucune revendication, il porte la marque des djihadistes de Boko Haram restés fidèles au chef historique du groupe, Abubakar Shekau. Ces derniers, installés dans une forêt non loin de Konduga, en sortent régulièrement pour attaquer des civils.

(Africa Radio, le 17-06-2019)

La ville nigériane de Gajiram pillée par des membres présumés de Boko Haram...

Des combattants du groupe djihadiste Boko Haram ont envahi une base militaire et pillé une ville dans le nord-est du Nigeria en proie à une sanglante insurrection armée depuis dix ans, a-t-on appris mardi auprès d'une source sécuritaire et d'habitants. Des hommes soupçonnés d'appartenir à la faction de l'État islamique en Afrique de l'Ouest (ISWAP) ont pris d'assaut lundi soir une base militaire en périphérie de la ville de Gajiram, située à 80 kilomètres de la capitale régionale Maïduguri. « Arrivés à bord de neuf pick-ups, ils ont délogé les soldats de la base après des combats » a déclaré à l'AFP une source sécuritaire sous couvert d'anonymat. « Nous ne connaissons pas l'étendue des dégâts et des pillages dans la base, une évaluation est en cours » a déclaré la source en poste dans la région. Aucun bilan n'était disponible dans l'immédiat concernant d'éventuelles victimes du côté de l'armée comme des insurgés. Les djihadistes sont ensuite entrés dans Gajiram, où ils ont pillé des magasins et tiré des coups de feu en l'air, obligeant les habitants à se réfugier dans leurs maisons ou à fuir en brousse. « Les hommes armés ont pénétré dans la ville vers 18h00 (17h00 GMT) après avoir vaincu les soldats de la base » a déclaré Mele Butari, un habitant de Gajiram. « Ils sont restés près de cinq heures. Ils sont entrés par effraction dans les magasins et ont pillé les stocks de nourriture » a ajouté M. Butari, avant de préciser : « ils n'ont blessé personne et n'ont fait aucune tentative d'attaquer les gens qui s'étaient réfugiés dans la brousse ou chez eux ». Des habitants ont vu mardi matin des soldats revenir

vers la ville depuis la brousse environnante, probablement après avoir fui durant l'attaque. Gajiram et la base militaire attenante ont été attaquées à plusieurs reprises par les djihadistes.
(Africa Radio, le 18-06-2019)

Un poste de police situé à l'entrée de Niamey attaqué par des inconnus armés...

Deux policiers ont été tués et quatre blessés mardi soir par des hommes armés lors de l'attaque d'un poste de police à l'entrée nord de Niamey, la première à se produire aux portes de la capitale du Niger, pays en proie à des raids djihadistes récurrents, ont rapporté des responsables et témoins. « Le bilan de l'attaque est de deux décédés, quatre blessés dont deux graves » a affirmé mercredi à l'AFP une source sécuritaire. « Il était 23 heures quand on a entendu des tirs nourris venant du poste situé sur la route de la ville de Ouallam, dans le nord-ouest du Niger » a raconté à l'AFP sous couvert de l'anonymat un témoin, qui vit à proximité. Des enquêteurs de la police étaient sur place mercredi matin, a constaté un journaliste de l'AFP. C'est la première fois que des assaillants lancent un assaut aussi près de la capitale du Niger, un pays sahélien qui fait face à des attaques récurrentes de groupes djihadistes dans l'ouest, ainsi que de des islamistes de Boko Haram dans le sud-est. Niamey doit accueillir les 7 et 8 juillet un sommet de l'Union africaine, qui réunira de nombreux chefs d'État.
(Africa Radio le 19-06-2019)

Dix-huit membres présumés du groupe État islamique dans le grand Sahara tués dans l'ouest du Niger...

Dix-huit terroristes du groupe État islamique dans le grand Sahara (EIGS) ont été tués lors d'une opération conjointe des forces armées nigériennes, françaises et américaines menée du 8 au 18 juin dans l'ouest du Niger, près du Mali, a annoncé jeudi le gouvernement du Niger. « Une importante opération militaire conjointe dénommée ACONIT, réunissant les forces armées nigériennes (FAN) et la force française *Barkhane*, avec le soutien des partenaires américains, a été conduite du 8 au 18 juin. Le bilan est, côté ennemi : dix-huit terroristes neutralisés, cinq terroristes, dont trois Nigériens, faits prisonniers » selon un communiqué du ministère nigérien de la Défense. « Aucune perte humaine ou matériel n'est déplorée du côté des forces armées nigériennes, assure le texte. L'opération s'est déroulée dans la région frontalière nord de Tongo Tongo où sévit une bande terroriste de l'EIGS impliquée dans l'embuscade du 14 mai 2019, a-t-on ajouté de même source. Le 14 mai 2019, vingt-huit soldats nigériens avaient été tués près de Tongo Tongo. L'EIGS avait revendiqué cette embuscade survenue à Balley Béri, dans la zone de Tongo Tongo. « D'importants matériels ont été récupérés, dont du matériel des Forces armées nigériennes emportés par les assaillants suite à l'embuscade meurtrière du 14 mai » souligne le texte.
(Africa Radio, le 21-06-2019)

Au moins dix-sept morts après une nouvelle attaque terroriste dans le nord du Burkina Faso...

Le Burkina Faso a été frappé par une nouvelle attaque terroriste. Dix-sept personnes ont été abattues mardi soir par des hommes armés dans un village de la province de Soum, au nord du pays, non loin de la frontière avec le Mali.
(Radio Vatican, le 20-06-2019)

Au Burkina Faso dix-sept personnes ont été tuées dans la nuit de mardi à mercredi au cours d'une attaque djihadiste à Béléhédé, dans le nord du pays, a annoncé mercredi le ministre de la Défense, Sheriff Sy. L'attaque terroriste menée par un groupe d'individus non identifiés a été perpétrée contre la population de Béléhédé, un village du département de Togomayel, dans le Soum. Une vaste opération de ratissage a été immédiatement déclenchée dans la zone par les forces de défense et de sécurité. Dans un communiqué rendu public dans la foulée, le ministre en charge de la Défense a appelé la population à rester vigilante et à dénoncer tout comportement suspect.
(La voix de l'Amérique, le 20-06-2019)

Un militaire malien tué lors d'une vaste opération antiterroriste dans le centre du Mali...

L'armée malienne a annoncé jeudi qu'un de ses soldats avait été tué et de nombreux terroristes neutralisés lors d'une vaste opération en cours dans le centre du pays, notamment dans les environs des deux villages dogons théâtres d'un massacre en début de semaine. Les villages de Gangafani et de Yoro, près de la frontière burkinabée, ont été frappés lundi soir par des assaillants motorisés et très lourdement armés pour certains. Quarante-et-un villageois ont été tués, selon une note de l'ONU, alors

que le gouvernement a fait état d'un bilan provisoire de trente-huit morts. Une opération montée et planifiée est en cours d'exécution dans les forêts de Yoro, Gangafani, Bodel et Homobongo, dans le secteur de Koro et Bankass » ont indiqué les Forces armées maliennes dans un communiqué. « Déjà, des bases terroristes ont été détruites. Les fouilles sont en cours et se poursuivront jusqu'à terme. Au cours de cette opération, qui a permis de neutraliser de nombreux terroristes et de récupérer du matériel, les forces maliennes déplorent un mort ». Cette opération est suivie depuis Sevaré, près de Mopti, par le chef d'état-major de l'armée, le général Abdoulaye Coulibaly, selon la même source. Pour le chef d'état-major, nommé après le massacre d'Ogossagou, il s'agit d'apporter son soutien moral à la troupe et de constater de visu les conditions de vie et de travail en vue de meilleures solutions, s'il y a lieu, selon l'armée. Depuis l'apparition en 2015 dans le centre du Mali du groupe djihadiste du prédicateur Amadou Koufa, recrutant prioritairement parmi les Peuls, traditionnellement éleveurs, les affrontements se multiplient entre cette communauté et les ethnies bambara et dogon, pratiquant essentiellement l'agriculture, et qui ont créé leurs groupes d'autodéfense. Les habitants de ces régions reprochent régulièrement à l'armée d'intervenir trop tardivement ou de laisser les groupes armés circuler sans intervenir, malgré l'engagement pris par les autorités de désarmer les milices. Le nord du Mali était tombé en 2012 sous la coupe de groupes djihadistes, en grande partie dispersés par une intervention militaire lancée en janvier 2013 à l'initiative de la France, qui se poursuit. Malgré la signature en 2015 d'un accord de paix censé isoler définitivement les djihadistes dans le nord du Mali, des zones entières du pays échappent au contrôle des forces maliennes, françaises et de l'ONU, régulièrement visées par des attaques. Dans la région de Tombouctou, une patrouille est tombée mardi dans une embuscade. Cinq soldats maliens ont été tués, selon l'ONU.
(Africa Radio, le 21-06-2019)

... ACTIVITÉS DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT ...

Vingt membres des Forces démocratiques syriennes seraient en passe d'être formés par le Mossad, selon Al-Khabour...

Le Mossad forme actuellement le personnel de sécurité des Forces démocratiques syriennes (FDS) soutenues par les États-Unis ; c'est ce qu'a révélé le 14 juin, le site d'information arabophone *Al-Khabour*. Selon ce rapport, vingt membres des Unités de protection du peuple kurde (YPG), une milice kurde qui constitue l'épine dorsale des FDS, se rendront en Israël pour suivre un cours de formation dispensé par le Mossad. Le personnel choisi aurait passé plusieurs tests qui se sont déroulés dans la zone contrôlée par les FDS dans l'est de l'Euphrate, non loin de la base américaine à Al-Tanf où sont largement présents les officiers israéliens. « Une vingtaine de personnes ont été transférées à Erbil, dans le nord de l'Irak, et de là, elles gagneront Israël » a déclaré une source locale à *Al-Khabour* qui affirme qu'Israël veut créer un service de renseignement « ami » dans les zones contrôlées par les FDS sur l'est de l'Euphrate. Ces kurdes syriens seront recrutés par le Mossad et fourniront des informations intéressantes aux Israéliens. *Al-Khabour* a identifié trois membres FDS qui recevront une formation en Israël : Ali Mohamed Hassan, Riber Abdul Razzaq Ahmed et Berkhdan Aziz Murad. Jusqu'à présent, ces noms n'ont pas été vérifiés par une source indépendante.
(Press TV, le 17-06-2019)

Un bateau nord-coréen entre dans un port sud-coréen sans avoir été détecté par l'armée...

Séoul a rapatrié deux des quatre Nord-Coréens à bord d'un petit bateau de pêche qui avait été retrouvé à la dérive samedi dernier en mer de l'Est, plus précisément près du port sud-coréen de Samcheok, au sud de la NLL, la frontière maritime intercoréenne. Or, beaucoup de questions se sont posées quant aux circonstances de leur traversée de la NLL, comme sur l'état de vigilance de l'armée sud-coréenne qui doit la surveiller. Ce qui a poussé les autorités militaires à ouvrir une enquête. Celles-ci en ont rendu publics aujourd'hui les premiers résultats. Elles ont annoncé que le bateau en question avait accosté à l'embarcadère du port samedi vers 6h20, et que 30 minutes plus tard, un promeneur avait signalé son arrivée aux gardes-côtes. Pendant ce temps, le Sud-Coréen et les marins nord-coréens ont pu converser librement. Autrement dit, aucune mesure n'a été prise pendant ces 30 minutes. Autres révélations : vendredi soir, la veille de sa découverte, le bateau est resté au large de Samcheok après avoir coupé son moteur, en attendant le lever du jour. Il avait quitté le 9 juin le port nord-coréen de Hamgyeong, puis semblait pêcher le poisson pendant les trois jours suivants au nord de la NLL, avant de la passer le 12 juin au soir. C'est-à-dire qu'il aurait délibérément franchi la frontière. Toujours selon l'armée, au moment où le navire a été découvert, deux de ses quatre marins étaient présents à

l'intérieur, les autres ayant rejoint la digue. Son équipe d'enquête conjointe cherche maintenant à les identifier.

(KBS World Radio, le 19-06-2019)

En Israël, arrestation d'un homme d'affaires jordanien accusé d'espionnage au profit de l'Iran...

Le bureau du Premier ministre israélien a annoncé ce jeudi 20 juin qu'un ressortissant jordanien a été arrêté sous l'accusation d'espionnage pour le compte de l'Iran. L'homme d'affaires jordanien Thaer Shafut, âgé de 32 ans, a été envoyé en Cisjordanie l'année dernière afin de travailler pour les services de renseignement iraniens et de mener des missions consistant à établir un réseau en Israël et en Cisjordanie, qui serait utilisé pour conduire des opérations pour Téhéran, a déclaré le Shin Beth. Dans le communiqué du Shin Beth, on prétend que cette personne a été envoyée l'année dernière en Cisjordanie en vue de créer une cellule d'opérations pour les futures actions des services de renseignements iraniens. Thaer Shafut a été officiellement accusé il y a dix jours de travailler pour le compte des services de renseignement iraniens et d'avoir tenté d'établir un réseau d'espionnage et de faire transiter des fonds. Alors que plusieurs mois se sont écoulés depuis l'arrestation de Shafut, les médias israéliens ont enfin eu, il y a quelques heures, l'autorisation de diffuser la nouvelle de son arrestation.

(Press TV, le 21-06-2019)

... MILITAIRE ...

L'Équateur aurait autorisé les avions de reconnaissance de l'US Air Force à utiliser un aéroport des îles Galapagos...

L'Équateur a donné à l'armée américaine l'autorisation d'utiliser une île des Galapagos comme aérodrome, provoquant ainsi la colère des critiques dans ce pays d'Amérique du Sud, qui affirment que cet accord est inconstitutionnel. Dans le cadre d'un accord signé avec le gouvernement de droite de l'Équateur, le Pentagone utilisera le petit aéroport situé sur l'île de San Cristobal pour lutter contre le trafic de drogue, à en croire le ministre équatorien de la Défense, Oswaldo Jarrin. Un avion Boeing 707 de l'US Air Force, doté d'un radar de surveillance, et un avion Lockheed P-3 *Orion* patrouilleront dans l'océan Pacifique, utilisant les Galapagos comme point de départ, a rapporté la chaîne de télévision latino-américaine *Telesur*.

(Press TV, le 17-06-2019)

Un millier de militaires américains supplémentaires en passe d'être déployés au Moyen-Orient...

Le chef du Pentagone, Patrick Shanahan, a annoncé l'envoi de 1 000 militaires supplémentaires au Moyen-Orient à des fins défensives. Auparavant ses services avaient publié de nouvelles photos prouvant encore, selon Washington, que l'Iran était responsable de l'attaque la semaine dernière contre deux pétroliers étrangers dans le golfe d'Oman. On y voit des éléments des Gardiens de la révolution enlevant une mine non explosée de la coque du pétrolier japonais *Kokuka-Courageous* et une autre photo montre où la mine a été attachée. On peut voir aussi la cavité provoquée apparemment par une autre mine apposée sur la coque du même pétrolier. Pour le Pentagone, l'Iran est responsable de cette attaque comme le montre les preuves vidéo et les ressources et les compétences requises pour retirer rapidement la mine aimantée non explosée. L'Iran a démenti dès le début être impliqué dans ces attaques.

(La voix de l'Amérique, le 18-06-2019)

Le secrétaire intérimaire américain à la Défense, Patrick Shanahan, a indiqué avoir autorisé le déploiement d'environ 1 000 soldats supplémentaires au Moyen-Orient. M. Shanahan a déclaré lundi que cette initiative avait été prise par mesure de défense, évoquant les menaces représentées par l'Iran. Les États-Unis estiment que l'Iran est responsable des attaques de la semaine dernière contre des pétroliers dans le golfe d'Oman. L'Iran rejette ces accusations. M. Shanahan a expliqué que les États-Unis ne cherchaient pas le conflit avec l'Iran, mais dans son allusion à l'attaque des pétroliers, il a précisé que les forces iraniennes et leurs groupes alliés menaçaient le personnel et les intérêts américains dans la région. Washington a déjà déployé un porte-avions et des bombardiers au Moyen-Orient citant des inquiétudes au sujet de l'Iran. En mai, les États-Unis ont décidé d'envoyer 1 500 soldats supplémentaires dans la région.

(Radio Japon international, le 18-06-2019)

L'Ukraine en passe de recevoir une assistance militaire américaine d'un montant de 250 millions de dollars...

L'Ukraine recevra une assistance militaire de la part des États-Unis d'un montant de 250 millions de dollars. Cela servira à renforcer les capacités navales et terrestres du pays via des armes et des radars. En tout depuis 2014 et le début de la guerre dans l'est du territoire, Washington a fourni 1,5 milliard de dollars d'aide militaire à Kiev.

(Radio Vatican, le 19-06-2019)

L'Iran annonce avoir abattu un drone américain *Global Hawk*...

Les Gardiens de la révolution, un corps d'élite iranien, affirment avoir abattu un drone espion américain dans l'espace aérien du pays. L'annonce a été faite jeudi. Selon le corps d'élite iranien, le drone se livrait à des activités d'espionnage au-dessus de la province méridionale de Hormozgan, qui donne sur le golfe Persique. Il était donc nécessaire d'abattre ce drone pour protéger l'espace aérien iranien. *Reuters* cite un responsable militaire américain de haut rang selon lequel le drone espion de l'armée américaine a été abattu à l'aide d'un missile sol-air, non pas dans l'espace aérien iranien, ajoute-t-il cependant, mais dans les eaux internationales. L'incident survient alors que Washington accroît la pression sur Téhéran suite à des attaques sur deux pétroliers civils dans le golfe d'Oman le 13 juin dernier. Pour les États-Unis, l'Iran est derrière ces attaques. Washington a par conséquent décidé de déployer 1 000 soldats supplémentaires au Moyen-Orient. Dimanche dernier, les États-Unis ont déclaré que l'Iran a tenté d'abattre à l'aide d'un missile sol-air un drone militaire américain qui survolait le golfe d'Oman. L'exacerbation des tensions entre Washington et Téhéran soulève des inquiétudes grandissantes concernant de possibles affrontements accidentels entre les armées des deux pays.

(Radio Japon international, le 20-06-2019)

Donald Trump aurait approuvé des frappes militaires contre l'Iran avant d'en suspendre l'ordre, selon le *New York Times*...

À Washington, des officiels de la Sécurité nationale refusent de commenter des informations du *New York Times* selon lesquelles le président Donald Trump aurait approuvé hier des frappes militaires contre l'Iran avant d'en suspendre l'ordre pour des raisons inconnues. La tension reste vive entre les États-Unis et l'Iran après la destruction d'un drone américain au-dessus du détroit d'Ormuz par les Iraniens. Selon le *New York Times*, qui cite de hauts responsables militaires américains, le président Trump a initialement approuvé avant d'annuler des frappes contre une « poignée » de cibles iraniennes comme des radars et des batteries de missiles en représailles. On ignore si le président américain a simplement changé d'avis ou si l'administration répondait à des considérations d'ordre logistique ou stratégique. Pour le *New York Times* on ne sait pas non plus si les frappes pourraient toujours avoir lieu.

(La voix de l'Amérique, le 21-06-2019)

L'Iran ayant abattu un drone américain de surveillance, Donald Trump a approuvé des frappes militaires contre ce dernier avant de se rétracter. Jeudi, le *New York Times* et d'autres médias ont cité des officiels de l'administration affirmant que Donald Trump avait initialement approuvé des attaques sur des cibles iraniennes, comme des radars et des batteries de missiles. Selon les médias, l'opération devait se dérouler juste avant l'aube vendredi, pour minimiser le risque auprès des civils iraniens. Les médias ont également affirmé que des avions et des bateaux militaires états-uniens étaient en position d'attaque mais que les officiels de l'armée ont été « déconsignés ». La raison de ce changement brutal reste obscure. L'opinion semble être divisée au cœur de l'administration et parmi les leaders du Congrès. Certains soutiennent les frappes de représailles tandis que d'autres s'inquiètent de l'escalade des tensions dans la région. Les États-Unis accusent les Gardiens de la révolution, un corps d'élite iranien, d'avoir abattu un drone au-dessus des eaux internationales jeudi. L'Iran indique que l'appareil était entré dans son espace aérien.

(Radio Japon international, le 21-06-2019)

L'espace aérien contrôlé par Téhéran interdit aux compagnies aériennes américaines...

Washington a interdit hier soir aux compagnies aériennes américaines le survol de l'espace aérien contrôlé par Téhéran au-dessus du golfe Persique et du golfe d'Oman jusqu'à nouvel ordre, soit dans la zone où l'Iran a abattu le drone de surveillance américain. Ces restrictions sont justifiées par une augmentation des activités militaires et la tension politique croissante dans la région qui représente un

risque pour les opérations de l'aviation civile américaine accompagné d'un risque d'erreur d'identification, a indiqué l'administration aéronautique fédérale américaine.
(*La voix de l'Amérique, le 21-06-2019*)

Deux bâtiments de guerre indiens déployés dans le golfe Persique et le golfe d'Oman...

Les navires *INS Chennai* et *INS Sunayna* ont été déployés dans le golfe d'Oman et le golfe Persique pour mener des opérations de sécurité maritime, a annoncé la marine indienne, citée par l'agence *Press Trust of India (PTI)*. L'objectif est de rassurer les navires sous pavillon indien opérant et transitant par le golfe Persique et le golfe d'Oman, suite aux incidents de sécurité maritime survenus dans la région, a souligné la marine indienne.
(*Press TV, le 21-06-2019*)

Deux bombardiers stratégiques russes auraient pénétré dans l'espace aérien japonais...

Des avions de chasse des Forces japonaises d'autodéfense ont été déployés en urgence contre des bombardiers russes entrés illégalement dans l'espace aérien nippon. Selon le ministère de la Défense, deux bombardiers TU-95 sont entrés jeudi matin dans l'espace aérien japonais au niveau des côtes de la préfecture d'Okinawa, au sud-ouest du pays. Des avions de chasse des Forces aériennes japonaises d'autodéfense ont lancé une alerte radio et les avions ont quitté l'espace aérien nippon deux minutes et 46 secondes plus tard. Les bombardiers se dirigeaient vers le nord et l'un des deux avions a une nouvelle fois violé l'espace aérien japonais au niveau de l'île de Hachijojima, au sud de Tokyo, vers 10h22. Les pilotes des FAD ont lancé une autre alerte radio et l'avion a quitté l'espace aérien une minute et 56 secondes plus tard. C'est la première fois depuis septembre 2015 qu'un avion russe, ou supposé russe, entre illégalement dans l'espace aérien japonais.
(*Radio Japon international, le 20-06-2019*)

... CYBERESPACE ...

Plusieurs jours consécutifs sans internet pour la majeure partie de l'Éthiopie...

La majeure partie de l'Éthiopie était privée d'internet mardi pour le huitième jour consécutif à l'exception notable de la capitale Addis Abeba, une coupure que les autorités n'ont toujours pas explicitée. Le correspondant de l'*AFP* en Éthiopie a pu déterminer avec de nombreux contacts disséminés dans le pays que les principales villes de province n'avaient pas d'internet mardi. Les premières coupures avaient débuté le 11 juin. Le réseau avait été brièvement rétabli le jour même et le 12 juin mais depuis, la coupure est quasi totale à l'exception d'Addis Abeba où le réseau a été rétabli vendredi. Interrogé par l'*AFP* mardi, le directeur exécutif de la compagnie de télécommunications Ethio Telecom, qui a le monopole sur le secteur, a indiqué attendre la diffusion d'un communiqué officiel sur la coupure internet avant la fin de la semaine. « Nous appelons nos clients à la patience d'ici là » a-t-il ajouté. Le responsable a refusé de donner le moindre indice sur la raison de cette coupure, la plus importante depuis l'arrivée au pouvoir du Premier ministre réformateur Abiy Ahmed. En 2017, les autorités avaient justifié une coupure similaire en expliquant vouloir limiter la triche lors des examens scolaires nationaux. La coupure actuelle intervient alors que les examens nationaux sont en cours au niveau des lycées et doivent s'achever vendredi. Un avocat éthiopien, Tsegaye Teshome, installé dans la deuxième agglomération du pays, Dire Dawa, a expliqué à l'*AFP* que l'absence d'internet avait sérieusement entravé l'activité de son cabinet. « Nous avons été dans l'incapacité d'entrer en contact avec nos clients étrangers. Et je ne peux pas accéder en ligne aux procédures de la Cour suprême » a-t-il regretté. De son côté, Fissehatsion Gebremichael, un étudiant dans la ville universitaire de Mekele, dans le nord du pays, a lui aussi fait part de son désarroi. « Je poursuis actuellement des études post-universitaires de criminologie et de justice criminelle. La coupure d'internet m'empêche de télécharger des livres et des travaux universitaires dont j'ai besoin pour mes études » a-t-il déclaré au téléphone à l'*AFP*. Les autorités éthiopiennes n'hésitent pas, quand elles le jugent nécessaires, à couper internet dans le pays. Ce fut le cas à maintes reprises entre 2015 et 2017 alors qu'elles étaient confrontées à un mouvement de protestation inégalé en 25 ans. M. Abiy avait été nommé à la suite de ce mouvement de protestation, qui avait fait trembler sur ses bases la coalition au pouvoir depuis 1991. Confronté à un important regain de violences intercommunautaires depuis son arrivée au pouvoir, M. Abiy a par ailleurs lancé un important programme de réformes susceptibles, si elles devaient être mises en œuvre, de modifier en profondeur le pays et son économie. Il a ainsi promis l'ouverture de grandes entreprises publiques à des capitaux étrangers, au premier rang desquelles Ethio Telecom.
(*Africa Radio, le 18-06-2019*)

Donald Trump aurait ordonné des cyberattaques contre des systèmes de défense iraniens, selon le *Washington Post*...

Si le président américain a annulé des frappes sur l'Iran cette semaine, le *Washington Post* révèle que le président a ordonné des cyberattaques contre des systèmes de défense iraniens ainsi que contre un réseau d'espionnage.

(*Médi-1*, le 23-06-2019)

... L'ACTUALITÉ DES MARCHANDS D'ARMES ...

Aux États-Unis, vingt-deux projets de ventes d'armes à trois pays arabes bloqués par le Sénat...

Le Sénat américain a approuvé le blocage des 22 projets de vente d'armes par l'administration Trump à trois pays arabes. Avec le soutien de plusieurs sénateurs républicains, le Sénat a voté à 53 pour et 45 contre sur deux résolutions destinées à bloquer deux des projets et à 51 contre 45 sur les 20 autres. Le résultat des votes démontre le mécontentement des législateurs envers la décision prise en mai dernier par l'administration Trump d'effectuer la vente de ces armes, d'un montant de 8,1 milliards de dollars, en direction de l'Arabie saoudite, des Émirats arabes unis et de la Jordanie sans passer par un examen du Congrès. Le mois dernier, l'administration Trump avait invoqué la provision d'urgence d'une loi sur le contrôle des exportations d'armement en vue de mener à terme les 22 projets de vente d'armes aux trois partenaires régionaux américains, dans le but de contrer les menaces iraniennes. Les trois résolutions devraient être confirmées à la Chambre des représentants contrôlée par les démocrates, qui ont promis de suivre l'exemple du Sénat dans le blocage des ventes, selon les médias américains. Pourtant, ni la Chambre des représentants ni le Sénat ne devraient parvenir à rassembler les deux tiers de voix nécessaires pour outrepasser le veto qui devrait être finalement opposé par l'administration Trump. Les médias américains ont rapporté l'intention de la Maison-Blanche d'user de cette arme institutionnelle afin de lever le blocage.

(*Radio Chine internationale*, le 21-06-2019)

Renseignor
le Renseignement ouvert par la radio

Renseignor est une lettre hebdomadaire publiée par Isabel Intelligence

www.isabel-intelligence.org

en partenariat avec le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R)

www.cf2r.org

Directeur de la publication, directeur de la rédaction : Alain Charret – direction@renseignor.com

Comité de rédaction : Julia Charret, Eric Denécé, Yves-Marie Peyry – redaction@renseignor.com



Créé en 2000, le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) est un Think Tank indépendant qui a pour objectifs :

- Le développement de la recherche académique et des publications consacrées au renseignement et à la sécurité internationale.
- L'apport d'expertise aux parties prenantes, aux politiques (décideurs, administration, parlementaires, médias, etc.).
- La démystification du renseignement et l'explication de son rôle auprès du grand public.

Centre Français de Recherche sur le Renseignement
148 rue de l'Université – 75007 Paris
Tel.: 01 78 42 26 67